



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
En charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Aix-en-Provence, le 4 JUIN 2010

Unité Territoriale des Bouches du Rhône

Subdivision d'Aix-en-Provence  
18 Chemin Robert  
13626 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1  
☎ 04.42.91.59.00  
✉ 04.42.38.92.55

Monsieur le Directeur  
du CEA de Cadarache  
B.P. 1

13108 - SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE CEDEX

SPR 498

Affaire suivie par la subdivision d'Aix-en-Provence

D/Aix/201001766 - ICPE  
Gidic 64-00004-P2

Objet : Conclusions de la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> décembre 2009 dans l'établissement CEA à Saint Paul Lez Durance

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- Dérogation TAR Tore Supra
- Mise à jour de l'AP
- STEP
- ICPE Rotonde.

A cette occasion, il est globalement apparu que l'appropriation des prescriptions par les installations était réalisée.

Suite à cette visite d'inspection, une liste de remarques vous a été notifiée par l'Inspecteur des installations classées. En fin de réunion, vous m'avez fait part d'une partie de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Au terme de cet échange, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des conclusions de l'Inspection suite à cette visite :

aucun écart à la réglementation n'a été relevé.

Remarques particulières relevées:

Les autres remarques ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

Ecart relevé lors d'inspections précédentes

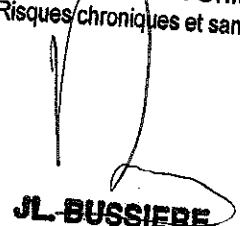
La précédente visite d'inspection du 17 décembre 2008 n'a pas donné lieu à la formulation d'écarts.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier, ainsi que les fiches d'écart, seront publiés sur le site Internet de la DRIRE PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée

Pour le Directeur et par délégation

Le Chef de l'Unité  
Risques chroniques et sanitaires

  
**J.L. BUSSIÈRE**  
Ingénieur divisionnaire  
de l'Industrie et des Mines